

NEWS

Bi-mensuel

1-15 juillet 1988

n° 116

SOLIDARNOŚĆ

ISSN 0771-9388

Editeur responsable : Jerzy Milewski

9, av. de la Joyeuse Entrée, 1040 Bruxelles Belgique

AUTOUR DE LA VISITE DE MIKHAIL GORBATCHEV EN POLOGNE

De l'aveu général, Mikhaïl Gorbatchev, en visite en Pologne du 11 au 14 juillet, n'a pas répondu à l'attente de la population polonaise qui observait sa venue avec un intérêt curieux et un espoir modéré. Le Secrétaire-Général du PCUS n'a pas prononcé les mots souhaités pour évoquer les taches blanches des relations polono-soviétiques. Par ailleurs, sa visite semble davantage servir à affermir et consolider la position du général Jaruzelski plutôt qu'à le pousser à engager la restructuration en Pologne, où pourtant les réformes politiques et économiques profondément nécessaires demeurent au point mort.

Cette déception a été ainsi exprimée par le Président de NSZZ "Solidarnosc" Lech Walesa pour qui la visite du numéro un soviétique "n'aura pas de conséquences significatives pour la Pologne". De même, B. Geremek, conseiller de NSZZ "Solidarnosc" a qualifié cette visite de "désillusion".

Pour éviter toute possibilité de manifestation indépendante lors de cette visite, la police polonaise a procédé à de nombreuses arrestations préventives. Dimanche 10 juillet au soir, huit militants de l'opposition ont été appréhendés à leur domicile à Varsovie. A Szczecin, Marian Jurczyk, un des responsables de NSZZ "Solidarnosc" pour la région et six membres du mouvement écolo-pacifiste "Paix et Liberté" (WiP) ont été interpellés le mardi 12.

Aux Aciéries de Stalowa-Wola (sud-est du pays), rassemblés en un meeting organisé le 7 juillet par le Comité Fondateur de NSZZ "Solidarnosc" de l'Aciérie, quatre mille travailleurs avaient lancé un mot d'ordre de grève pour revendiquer la réintégration de sept métallurgistes, militants de NSZZ "Solidarnosc" (dont Ignacy DZIURA, Waldemar CIURA, Wiesław PODSIADŁO, Władysław LIWAK, Krzysztof DEBSKI, Roman SUDOL) licenciés pour avoir conduit la grève des 29 et 30 avril dernier. Lundi 11 juillet, une cinquantaine de syndicalistes de NSZZ "Solidarnosc" que la police tentait d'interpeller pour empêcher la grève annoncée, ont dû se réfugier dans une église que les forces de l'ordre ont encerclée pendant deux jours. Mercredi 13 juillet, n'ayant pas obtenu de réponse de la direction quant à leur revendication, deux mille métallurgistes de Stalowa-Wola ont entamé une grève sur le tas; les forces de police ont rapidement entouré les bâtiments occupés par les grévistes. Devant l'ampleur du mouvement, la direction a accepté de réinsérer immédiatement cinq des travailleurs; les deux autres seront réembauchés par l'Aciérie dans deux mois, pendant lesquels ils seront employés dans une entreprise de construction. Leur revendication ayant été acceptée, les grévistes ont mis fin à leur action le soir-même.

COMMUNIQUE DE LA COMMISSION NATIONALE EXECUTIVE (KKW) DE NSZZ "SOLIDARNOSC" du 9 juillet 1988.

La visite de Michail Gorbatchev en Pologne dépasse la routine diplomatique puisqu'elle intervient après une importante évolution dans la politique de l'URSS. L'opinion publique polonaise suit avec intérêt les changements intervenant sur la scène politique soviétique. Les perspectives de développement des droits démocratiques des citoyens, de rétablissement des droits nationaux, de respect de la liberté de conscience et de confession en Union Soviétique ne peuvent que susciter l'approbation et la sympathie des Polonais.

NSZZ "Solidarnosc", qui soutient les luttes pour les droits de l'homme dans le monde entier, tant à l'Est qu'à l'Ouest, observe avec espoir les changements en Union Soviétique. Il est important que ces transformations portent également sur les relations à l'intérieur du bloc de l'Est, en excluant l'application de la doctrine Brejnev et en visant à rétablir la souveraineté des différents pays. Nous sommes convaincus que la compréhension adéquate des relations polono-soviétiques est dans l'intérêt de nos nations et dans celui de l'Europe. Le poids des persécutions historiques que la politique stalinienne de l'URSS a fait subir à la Pologne jette encore une ombre sur nos positions mutuelles. En particulier, la falsification ou le

mutisme sur les clauses secrètes du pacte Ribbentrop-Molotov et sur l'aggression soviétique contre la Pologne le 17 septembre 1939 ainsi que sur les crimes dont le symbole est Katyn, constituent des plaies douloureuses dans la mémoire polonaise. Le temps est venu d'utiliser en cette matière des termes clairs et sans équivoque. Nous les attendons. Cela peut engager un processus d'effacement des préjugés mutuels et servir l'avenir.

La Pologne est toujours un pays déchiré. "Solidarnosc", née de l'impulsion ouvrière de 1980, actuellement rejetée dans l'illégalité, se déclare en faveur d'une profonde réforme économique et pour la démocratisation du système politique. Nous sommes convaincus que la reconstruction du pluralisme social et surtout, le rétablissement du pluralisme syndical dans l'esprit des Accords de Gdansk, est l'exigence des aspirations polonaises. C'est également la condition nécessaire pour surmonter la crise économique et de civilisation que l'actuelle politique de stagnation approfondit continuellement. La Pologne ne peut se dispenser de changements profonds.

La visite du dirigeant soviétique peut avoir une signification pour l'avenir si elle servira aux changements du système en Pologne et à la construction d'un nouveau modèle de relations soviéto-polonaises.

409 12007

JAN STRZELECKI, 68 ans, sociologue à l'Académie des Sciences Polonaise, conseiller de NSZZ "Solidarnosc" depuis août 1980, est décédé le 11 juillet. Jan Strzelecki avait été victime dans la nuit du 30 juin à Varsovie d'une agression par des inconnus qui l'ayant battu le laissèrent inanimé. Souffrant d'une fracture du crâne, J. Strzelecki est mort sans avoir repris connaissance.

UN ENTRETIEN AVEC ANDRZEJ SZEWCZUWANIEC, président du Comité de Grève de NSZZ "Solidarnosc" des Aciéries "Lénine" de Nowa-Huta:

Question: Quelle signification aura pour les Aciéries, pour Nowa-Huta, pour Cracovie, la récente expérience de grève?

Réponse: C'est très certainement une expérience positive, bien que nous ne soyons pas parvenus à un accord. Mais le fait que nous nous attachons à l'application de nos revendications, que nous veillerons à solutionner les problèmes à long-terme, cela nous donne un but. La force est en nous: si nous comprenons que les Zomos ne sont pas en état de briser nos espoirs. Nous nous sentons les représentants des travailleurs de l'Aciérie, et en travaillant dans une aussi grande usine, nous nous sentons obligés de penser aux groupes sociaux plus faibles, plus petits. Cela peut également être un bon programme pour notre nouvelle structure, le Comité d'Organisation de NSZZ "Solidarnosc".

Q: La population de Cracovie peut-elle se joindre à vous?

R: Bien sûr que oui. Nous en avons reçu des témoignages de sympathie et de soutien pendant la grève. Quand celle-ci a débuté, nous n'avons pas avancé la question de la légalisation de NSZZ "Solidarnosc" car nous ne savions pas quelle était l'opinion de la population, si elle appuierait cette revendication. Nous attendions prudemment d'autant plus qu'une grève est un poids physique et psychique pour les grévistes - nous ne voulions pas en rajouter, parce que de toutes façons, même certaines revendications salariales dépassaient les problèmes des Aciéries Lénine. Nous avons avancé cette deuxième revendication sur la hausse automatique des salaires au rythme de la hausse des prix; cela aussi était d'ailleurs discuté et l'application de cette revendication aurait dû entraîner la constitution d'une commission chargée d'y veiller.

Q: Quels problèmes ouvriers faut-il régler à l'Aciérie, comment y parvenir, comment faire pression?

R: Avant tout, il faut une véritable réforme qui fonctionne afin que s'améliorent les conditions de travail, afin d'introduire de nouvelles technologies. Notre aciérie était bonne dans les années cinquante, maintenant nous n'avons pas de possibilité de vendre nos produits sur le marché. Car enfin la valeur du travail, c'est de créer un bon produit. Et l'état de nos équipements est effrayant, nous avons des problèmes de cadres; dans deux-trois ans, les jeunes ne voudront plus du tout venir travailler ici, et les anciens partiront à la retraite. Si les gens travaillent ici jusqu'à présent, cela ne tient qu'à l'attachement.

Q: Envisagez-vous d'élaborer un programme d'entreprise de NSZZ "Solidarnosc"?

R: Oui. Je crois que le Comité Organisateur de NSZZ "Solidarnosc" se développera, qu'apparaîtront de

nouvelles revendications d'autres ateliers de l'Aciérie. Alors, nous fixerons un programme d'action en prenant en considération la situation de tous les ateliers, y compris ceux qui n'ont pas participé directement à la grève. Quand nous aurons créé dans tous les ateliers une telle représentation, il nous sera plus facile d'examiner ce qui se passe ailleurs et quels sont les besoins. Nous ne voulons pas travailler dans une entreprise qui pollue le milieu naturel; je ne veux pas que mon enfant soit malade à cause de l'Aciérie où je travaille, parce qu'on y met pas en place de filtres et de moyens dépolluants. Aussi, la protection de notre milieu naturel sera un des points de notre programme. Nous avons beaucoup à faire, notre réussite dépend des gens. Je crois que sur cette nouvelle, fraîche vague d'activisme, nous pouvons faire beaucoup.

Q: Qu'est-ce qui te guidait personnellement?

R: J'ai simplement fait le compte, une barrière était franchie - les salaires étaient fort en retrait par rapport aux hausses de prix. C'était devenu inquiétant. C'était le bon moment - le printemps est une bonne période pour les grèves, les gens ont une meilleure humeur. Le revirement, entraîné par cette réforme qui pour moi est toujours associée à une hausse de prix, a rendu notre vie plus difficile. Le pouvoir a résolu le problème pour quelques mois peut-être, pas plus. Nous avons devant nous de nombreuses incertitudes - un portefeuille plus mince, un panier de la ménagère plus dégarni. Voyant tout cela, je me suis dit que puisqu'en Russie, il y a la perestroïka, et que notre gouvernement empêche les réformes, il faut faire quelque chose.

A PROPOS DES POUVOIRS ECONOMIQUES EXTRAORDINAIRES accordés au gouvernement par le Parlement, le 11 mai dernier (cfr News n° 113), un article de Irena Woycicka:

Le gouvernement s'est attribué des moyens exceptionnels afin, dit-il, de réaliser, ce qu'il envisage depuis près de sept ans, la réforme économique. Dans le mot "extraordinaires", on trouve un esprit de décision et une menace. La loi sur les pouvoirs extraordinaires doit convaincre ceux qui découragés par le désordre dans tous les domaines de la vie rêvent d'un pouvoir fort. Les autres doivent être convaincus par la peur. Le jeu se produira donc davantage dans la sphère des consciences que dans le domaine du concret.

Jusqu'ici, pour révoquer un directeur d'usine, le pouvoir central devait lui retirer la recommandation du parti, ou le droit d'accès aux informations secrètes. Pour influencer la politique d'investissement des entreprises, le pouvoir devait appliquer des moyens subtils de pression et d'avantages en crédits. Pour contraindre une entreprise à se joindre à un conglomérat industriel ou à un combinat, il fallait acheter son accord ou soumettre le conseil autogestionnaire. A présent, de tels moyens sont inutiles. Les compétences effectives du pouvoir demeurent en fait les mêmes, les pouvoirs extraordinaires lui donnent cependant la possibilité de s'ingérer dans l'activité gestionnaire des entreprises, sans aucune entrave.

Ces pleins pouvoirs doivent, comme l'a dit le 1er Ministre Messner devant le Parlement, briser la résistance de la bureaucratie dans la réalisation de la réforme et, ce qu'il n'a pas dit, l'opposition de la

B.D.I.C

N° 116

société à la politique de restriction de la consommation. Une lutte sur deux fronts? Il est peu probablement qu'elle s'achève par une victoire. Surtout quand on se souvient qu'il a été plus facile au pouvoir de promettre aux grévistes des hausses salariales que de s'asseoir avec eux à la table de négociation. De plus, le grand ouragan annoncé de déconcentration des monopoles industriels s'est achevé par cette petite loi, alors que sur l'économie s'abat une nouvelle tempête de concentration.

Peut-être cette loi a-t-elle été adoptée en désespoir de cause: les réformistes ne sont pas en mesure de mener des réformes, les partisans des méthodes traditionnelles ne peuvent attendre l'abandon des réformes. Il est probable que pour cette raison, les uns et les autres ont accepté ces "pouvoirs exceptionnels" - chacun pense qu'il pourra tirer la couverture à lui. La loi ne solutionne pas la situation de "pat", de blocage dans laquelle se trouve le pouvoir: immobilisé par ses contradictions internes, bloqué par la réticence de l'appareil et ressentant la menace de la société. Il est donc difficile de penser que le pouvoir résoudra les problèmes économiques.

Est-ce que de toute façon tout restera comme avant? Pas tout à fait. La conséquence la plus grave de la loi est la limitation des compétences mêmes des entreprises, des conseils autogestionnaires et surtout des directeurs. Le directeur d'usine doit maintenant

prouver son soutien à la réforme. Mais comment doit-il le faire puisqu'il ne sait même pas ce qu'elle signifie réellement. Doit-il entreprendre des investissements pour sauver l'infrastructure obsolète de l'usine ou non, car ainsi il approfondirait encore le déséquilibre sur le marché des biens d'équipements? Doit-il augmenter ses prix pour dégager de l'argent afin d'attirer de meilleurs cadres ou non, car ainsi il contribuerait à l'escalade de l'inflation? Les règles du jeu ne sont pas définies; aussi, il vaut mieux, plutôt que de prendre des risques personnels, suivre les consignes et faire ce que dira le responsable du ministère.

Une autre conséquence de la loi est de remettre dans les mains d'Alfred Miodowicz, le dirigeant des néo-syndicats officiels OPZZ, la décision quant à savoir si une contestation ouvrière est légale ou non.

Au lieu de se décider enfin pour une réforme du marché, le pouvoir en est retourné à la conviction - constituant depuis 40 ans, la quintessence de notre système économique - que nul ne sait mieux que lui-même comment diriger les entreprises. C'est là dans ces dernières semaines un deuxième coup pour tous ceux qui pensaient que la réforme économique ne peut s'opérer sans le pouvoir et qu'il faut en cette matière avec lui coopérer. L'attitude du pouvoir envers les grévistes, et surtout la violente pacification policière de Nowa-Huta, ont ainsi dessiné les cadres étroits de ce que le pouvoir entend par "démocratisation".

- - - - -

REVENDEICATIONS ET DIGRESSIONS ECONOMIQUES, un entretien du journal clandestin "Wola" avec Tomasz Gruszecki, économiste, conseiller de "Siec" (Réseau des grandes entreprises) en 1981.

Question: L'économie s'écroule. Comment sous forme de revendications, définirais-tu la liste de changements indispensables pour arrêter ce processus?

Réponse: La première revendication concerne la dépolitisation. Des entreprises, il faut écarter la nomenklatura et toutes les organisations politiques, sociales, de jeunesse. Donc, tout ce qui végète sur le compte de l'entreprise, qui n'a rien à voir avec la production. Pourtant, ce n'est pas une revendication dirigée seulement contre le POUP (bien que cela paraisse ainsi pour l'instant). Dans une entreprise normale, il n'y a de place pour aucune politique. Il y faut cependant l'autogestion et le pluralisme syndical. Mais pour que les syndicats n'aient pas à s'occuper de politique, il faut qu'intervienne une pluralisation de la vie politique. Dès qu'apparaîtront des modes de représentations civiles indépendantes, les organisations syndicales seront déchargées de certaines fonctions sociales, qu'elles sont maintenant forcées de remplir. Il doit exister une représentation des travailleurs qui négocie les conditions de travail et les salaires et qui signe la convention collective avec l'employeur. Et cette représentation ne peut être ni vide, ni fictive. Autrement toute la construction du marché du travail s'écroule. En Pologne, si intervient une économie de marché, on devra en arriver à une nouvelle évaluation du facteur travail. La réduction artificielle de sa valeur pendant la période stalinienne a fait que nous avons une part incroyablement basse du facteur travail dans les coûts de production.

Dernièrement, le GUS (l'Office Central des Statistiques) a publié dans son annuaire statistique un tableau présentant la part du travail dans le revenu national de différents pays. Dans les pays les plus riches, cette part représente 60-70%, dans les pays les plus pauvres, environ 40%. Sur ce tableau, pour la Pologne, il n'y a qu'une croix, on manque de données. Diverses évaluations estiment cette part à 31-36%. Avec un travail si mal rémunéré, nous ne résoudrons jamais les problèmes de la qualité de la production, de l'innovation, de la motivation. Malheureusement, un élément de la réévaluation du travail peut être la réduction de l'emploi inutile - gagneront plus, ceux qui se montreront utiles. Il faut donc réfléchir pour l'avenir à protéger ceux qui perdront temporairement leur emploi. C'est à cela que devrait servir le FAZ (l'officiel Fonds d'Activation Professionnelle) qui devrait payer des allocations pour la requalification des sans-emplois, alors qu'actuellement il ne fait que combler le déficit budgétaire, finançant ainsi la défense nationale et la police.

Q: Nous avons ainsi fait le tour de la 1ère revendication ...

R: La deuxième chose qu'il faudrait faire, c'est la nettoyage radical des structures pesant sur les entreprises, c-à-d toutes les institutions renforçant le système centralisé de répartition dirigée. On ne peut maintenir par exemple, des institutions comme ce qu'on appelle les organes fondateurs (ministères de branche ou lobbys sectoriels). Je suis tout à fait d'accord avec le professeur Beksiak qui dans "Tygodnik Mazowsze" (cfr News n°115) postulait la suspension de la Commission de Planification. Des fonctions limitées de planification devraient être remplies, selon moi, par un cercle étroit de spécialistes, qui en aucun cas ne peuvent avoir des responsabilités dirigeantes. Dernièrement, on a beaucoup parlé des coopératives. Et bien, il apparaît que dans les structures administratives supervisant les coopératives, travaillent 250 mille personnes. C'est une force énorme capable de

bloquer absolument tout. La troisième revendication: il s'agit de nettoyer au plus vite le système juridique - mais sans créer, comme le pouvoir s'en est fait une spécialité, une commission élaborant pendant deux ans des "propositions"... La situation présente exige des mesures rapides. La quatrième: il faut arriver à une limitation radicale du rôle de l'Etat dans l'économie. Il y a deux voies d'action. La première, c'est la réduction de la part du budget dans le revenu national et la réforme du système d'imposition. Les impôts doivent être unifiés, et le taux d'imposition significativement réduit - à un maximum de 50% (actuellement, l'impôt sur les bénéficiaires s'élève à 75% pour le secteur privé et à 65% pour le secteur étatisé). Le pouvoir commence sans doute à prendre conscience de la nécessité de changements. Dans la loi en préparation sur les sociétés à participation étrangère, on parle d'un taux de 30% et de libérer les nouvelles firmes de toute taxe pendant trois ans. La deuxième voie doit consister à réduire la part de l'état dans la richesse nationale. On ne peut inciter les citoyens à entreprendre, à investir quand ils ont en moyenne à la banque une épargne d'un montant d'un ou deux salaires mensuels. Une si faible part des ménages dans l'économie ne peut leur permettre de jouer un rôle décisif dans les structures de production et les niveaux d'investissements. Des changements radicaux de propriété doivent intervenir, c-à-d le transfert de l'initiative économique de l'Etat vers les citoyens. Comment faire? Les changements de propriété ne s'élaborent pas comme des projets (ainsi que l'ont fait les communistes et le résultat en est connu). Il s'agit par contre de débloquent tous les verrous qui empêchent la formation indépendante des structures de propriété les plus efficaces. Pour investir, il faut inciter mais aussi parfois on peut y aider en simplifiant la procédure, l'information, le système de prêt. A cette fin devait servir tout un réseau d'associations économiques (indépendantes, sortes de bureaux de conseil en gestion) qui malheureusement, ormis l'Association Industrielle de Cracovie, n'ont pas été autorisées par le pouvoir.

Q: Reste le problème le plus difficile - que faire du secteur étatisé?

R: Disons le clairement: l'économie étatisée ne peut être réparée. L'erreur de 1981 fut que tous, nous voulions l'améliorer. Au plus tôt, nous abandonnerons cette forme économique inefficace, non-innovatrice et aiderons ceux qui le font déjà, au mieux ce sera. Le pouvoir commence en partie à le comprendre. Pendant les deux dernières années, les autorités ont multiplié toute une série de projets bizarres qui ne sont au fond qu'une tentative de sortir de l'économie étatisée ... mais du bout des lèvres. Ce sont les sociétés à capital étranger, ce sont les unités économiques pilotes, ou encore la possibilité (pour l'instant purement théorique) de transformer une société d'état en société à participation. Il paraît également inévitable d'accorder aux conseils autogestionnaires ouvriers des droits de quasi-propriété, p. ex. sous forme de bail sur des corporations, des holdings d'état ou des banques tenant le rôle de propriétaire. NSZZ "Solidarnosc" l'a écrit dans son programme d'avril 87.

La dernière revendication porte sur l'ouverture de l'économie vers l'extérieur et la convertibilité de la monnaie. Il faut lever toutes les limitations dans les échanges avec l'étranger et liquider tout le système des licences. Actuellement, on peut faire commerce, sans licence d'exportation, de plus de 70 produits: grenouilles, escargots, chiens, pigeons. Si vous ne le croyez pas, vérifiez dans le Journal des Lois n° 47 de 1987. C'est une liste de produits digne d'une pièce de café-théâtre.

L'ouverture nécessite que notre système économique soit compatible. Les pays de la CEE ont créé après la guerre l'unification des règlements de droit commercial, douanier et d'imposition. Nous, pendant ces quarante ans, nous avons construit une enclave économique où tout est autrement. Si nous voulons participer aux échanges économiques internationaux, nous devons commencer au plus vite à nous retirer du Comecon. Tout approfondissement de l'intégration dans le Comecon signifie un nouveau repli dans cette enclave et l'isolation du monde.

Q: Comment faire?

R: Les autorités bien qu'elles ne le disent pas ouvertement, souhaitent obtenir le statut de membre associé auprès de la CEE. Elles doivent cependant auparavant adapter le système d'imposition et douanier aux exigences ouest-européennes. Ce processus peut durer 5 ans ou davantage, surtout s'il est mené par la Commission de Planification. Le rythme des changements est manifestement trop lent, l'immense blocage de la bureaucratie demeure. Ce que Stefan Bratkowski a appelé le "Blocage par Inertie Impunie", est une arme très forte. D'autant plus que la bureaucratie du parti et de l'état de même que l'appareil de répression constituent actuellement la seule base politique du POU. Nous sommes devant un processus difficile. Nous traversons pour la 1ère fois le chemin du socialisme vers le capitalisme. Toutes les mesures dont j'ai parlé, doivent être appliquées en même temps et précédées par une pluralisation politique et sociale. A mon sens, c'est là une condition absolument indispensable.

LORS DE L'INTERVENTION des Zomos contre les grévistes de Nowa-Huta, le 5 mai, Jan RUDAWSKI du laminoir à froid des Aciéries Lénine a été sévèrement battu et souffre d'une commotion cérébrale. Marian HOLOTA est hospitalisé à Cracovie; il a été frappé par les Zomos à la sortie d'une messe à l'intention de Stanislaw Pyjas (jeune cracovien tué par la police en 1977) et souffre d'une fracture du crâne. Helena CHARCHULA, 55 ans, est hospitalisée à Lublin pour une fracture ouverte de la jambe, suite à des coups infligés par la police à la sortie d'une messe-anniversaire du 3 mai.

Swietokrzyski; elle est composée de Marian JAWORSKI, Jerzy STEPIEN, Bogdan RYS et Edward DUDEK.

LA COMMISSION D'AIDE et de Légalité de NSZZ "Solidarnosc" indique que pour la 1ère quinzaine de mai seulement, les tribunaux de simple police ont, dans la région de Varsovie, prononcé lors de 36 jugements politiques des amendes pour un montant de 1.240.000 zlotys.

SOURCES: Tygodnik Mazowsze n° 251/18.05.88, 252/25.05.88, 253/01.06.88; Wola n° 11(248)/23.05.88.

A KIELCE, s'est constituée le 3 mai au grand jour la Commission Régionale Exécutive (RKW) pour la région

CHERS LECTEURS, le prochain NEWS paraîtra à la rentrée. Nous vous souhaitons de bonnes vacances.